

## **Motion sur la DHG présentée au CA du lycée Branly le vendredi 10 février 2012 par la liste SNES-SNEP-SNUEP**

La Dotation Horaire Globale du lycée Branly pour la rentrée 2012 est une fois encore en baisse par rapport à celle de l'année précédente. Pour 29 élèves attendus en moins au LEGT, nous perdons 108 heures.

D'une part, cette diminution pèsera uniquement sur les heures affectées aux postes d'enseignants titulaires, le montant des heures supplémentaires restant presque identique et représentant désormais 12.9 % de la dotation globale contre 12.2 % à la même période l'an dernier. Or cette augmentation du nombre d'HSA en valeur relative répond à un objectif politique qui consiste à faire supporter aux professeurs une charge de travail accrue et à imposer des heures supplémentaires en supprimant des postes, ce qui fragilise notre métier et dégrade les conditions d'accueil des élèves qui nous sont confiés. Nous ne pouvons décemment pas accepter cette attaque contre le service public d'éducation. Cette hausse de la proportion d'HSA est d'ailleurs plus révélatrice encore à la SEP du lycée Branly où nous passons en un an de 8 % de la DHG à 11.9%.

D'autre part, les besoins du LEGT ont été chiffrés par la direction du lycée à 1632.4 HP, en excédent de 121.4 heures sur la dotation rectorale. Ceux de la SEP sont estimés à 338 heures pour un potentiel de 308 heures. Dans le tableau de répartition des moyens donnés, cela se traduit par 5 suppressions de postes : tout d'abord en lettres modernes, en anglais et en biochimie génie biologique où il s'agira de mesures de carte scolaire, c'est-à-dire pour les collègues touchés d'une mutation non désirée dans un établissement éventuellement éloigné de Boulogne ; ensuite en génie mécanique productique et en génie thermique où il s'agira de départs à la retraite non remplacés. Or ne nous y trompons pas : à ces 5 suppressions s'ajoutent encore des postes très fragilisés par des compléments de service donnés tout à fait improbables et qui se transformeront à n'en pas douter par des mesures de carte scolaire. C'est le cas en génie mécanique construction (CSD de 13h) et en physique appliquée (CSD de 12h). Cela montera le nombre de mesures de carte scolaire à 5 et le nombre de postes supprimés à 7. Mais le chiffre n'est pas encore définitif puisqu'à ces situations s'ajoutent un CSD de 6 heures en génie civil et un CSD de 4 heures en allemand. Là encore, des interrogations demeurent sur les situations professionnelles des enseignants concernés.

Aussi le lycée Branly subit-il, et ce pour la 9<sup>o</sup> année consécutive, une nouvelle saignée qui ne sera pas sans conséquences sur l'encadrement des élèves et notre capacité à remplir nos missions de service public ; saignée qui ne sera pas sans conséquences non plus sur les équipes en place dont nous avons déjà, à plusieurs reprises lors de précédents CA, évoqué la grande fatigue psychologique. Par ailleurs, nous ne savons pas à ce jour quels seront les moyens alloués à la vie scolaire, déjà très affectée les années précédentes. Enfin, en raison des nombreuses suppressions de postes, la situation des autres services de notre établissement n'est guère plus enviable.

Or une nouvelle fois, nous contestons les bases de calcul du rectorat, dictées par la volonté politique de faire toujours plus d'économies dans le cadre des objectifs fixés par la RGPP.

Tout d'abord, les effectifs retenus sont estimés a minima, en particulier en terminale. Nous avons pour l'heure 29 élèves en 1<sup>o</sup>STL ; seuls 24 sont attendus dans le niveau supérieur. Idem dans la série S SVT où nous passons sans raison légitime de 87 élèves inscrits en 1<sup>o</sup> à 83 prévus en terminale. Ces chiffres issus d'un lissage sur plusieurs années supposent un taux de départ important qui n'est pas réaliste et limitent en outre le nombre de places possibles pour les éventuels doublants en S SVT notamment. A ce jour, le rectorat part même du principe qu'il n'y aura aucun doublant ! Même constat en BTS FEE avec 25 élèves constatés à ce jour en 1<sup>o</sup> année et seulement 16 attendus en 2<sup>o</sup> année ; idem en BTS CRSA avec 29 étudiants en 1<sup>o</sup> année et 24 prévus en 2<sup>o</sup> année. Ces données permettent de façon tout à fait insidieuse de limiter les effectifs et par là de légitimer de manière fallacieuse une dotation en baisse.

Ensuite, nous remarquons que le rectorat n'a pas envisagé d'afflux d'élèves de baccalauréat professionnel en BTS 1<sup>o</sup> année alors qu'en 2012, les élèves sortant de ces formations seront beaucoup plus nombreux en raison de la sortie des bac pro 3 ans et 4 ans. La poursuite d'études vers le supérieur leur sera-t-elle vraiment ouverte, comme l'annonce notre gouvernement ? Les chiffres retenus permettent d'en douter, en particulier dans les lycées professionnels situés autour du lycée Branly.

Enfin, cette dotation à la baisse génèrera, comme cela a déjà été le cas pour la rentrée 2011, une augmentation du nombre d'élèves dans les classes de seconde notamment, niveau crucial pour lequel nous

constatons par ailleurs un nombre important de redoublements et de réorientations. Ainsi, la dégradation du taux d'encadrement se poursuivra, fait d'autant plus incompréhensible, incohérent et absurde lorsque l'on envisage de faire adopter un contrat d'objectifs qui donne pour deuxième but à l'établissement la réussite de ses élèves.

Pour toutes ces raisons, la liste SNES-SNEP-SNUEP décide de refuser la proposition de répartition des moyens pour la rentrée 2012. Elle reconnaît néanmoins le travail de la direction, contrainte de faire une proposition avec une enveloppe réduite. Mais cette dotation est clairement insuffisante pour exercer notre métier dans des conditions respectueuses des élèves et des personnels.

Aussi exigeons-nous que les moyens en heures postes soient abondés massivement et que les HSA soient transformées en HP. Comment en effet accepter la suppression d'un support alors que les collègues de la même matière se répartiront l'équivalent en heures supplémentaires ? En outre, pour rester crédible face à ses classes et mettre en œuvre une pédagogie qui permette à chaque élève de progresser et de se construire, un enseignant ne peut raisonnablement pas cumuler les heures supplémentaires. D'où notre refus ici réaffirmé de nous voir appliquer à la rentrée prochaine toute forme de majoration de service.

Nous demandons également qu'en accord avec les enseignants, davantage d'heures soient gagées en UFA afin d'éviter des mesures de carte scolaire. Car ces heures existent ; elles représentent un temps d'enseignement présentiel non négligeable dans des disciplines par ailleurs touchées par une suppression de poste cette année. Or depuis 9 ans, la baisse importante du nombre de collègues en poste fixe nous conduit à une situation compliquée : les enseignants ont la plus grande difficulté à assumer toutes les sollicitations de notre administration pour les UFA et pour le GRETA. Sans un transfert d'heures gagées pour effectuer ces heures d'enseignement, la pérennité des formations concernées est compromise.

Dès lors, nous dénonçons avec la plus grande fermeté le sort réservé à notre lycée et plus globalement à l'ensemble des établissements de notre académie, encore une fois cible d'une politique qui, en 5 ans, aura fait bien des ravages.

**S'associer à cette motion :**